

Lettre ouverte au Président de la République

Créteil, le 15 octobre 2009

Monsieur le Président de la République,

En révélant les orientations de la future réforme des lycées mardi 13 octobre, vous avez à de nombreuses reprises relevé l'inégalité des destins scolaires des enfants en fonction de la classe sociale de leurs parents. Cette préoccupation ne peut que rencontrer les nôtres, dans une académie marquée précisément par de fortes inégalités sociales. Vous vous êtes d'ailleurs rendu, dans l'après-midi, dans un lycée du Val-de-Marne. L'attention que vous portez à notre académie, nous conduit aujourd'hui à vous interpeller.

Depuis de longs mois, le Recteur de Créteil a en effet multiplié les expérimentations les plus diverses, qui ont toutes en commun de n'avoir jamais été discutées au préalable avec les représentants des personnels, des parents ou des lycéens. Les plus anciennes n'ont donné lieu à aucune évaluation ou bilan critique. Les plus récentes, comme la fameuse « cagnotte » attribuée aux classes de trois lycées professionnels, ont indigné bien au-delà de nos rangs, alors que les bourses lycéennes ne sont plus revalorisées depuis des années et qu'elles sont notifiées très tardivement. Si depuis trois ans, les budgets successifs de l'Education Nationale suppriment des postes dans les établissements scolaires et dans les services administratifs, ces expérimentations sont financées sans aucune transparence. Vous comprendrez que pour les personnels, pour les parents, pour les lycéens, ce foisonnement d'initiatives ne semble finalement que poudre aux yeux, pour cacher la misère grandissante de notre service public.

Car la réalité est cruelle. En cette rentrée, des milliers d'élèves de plus de 16 ans n'ont pas d'affectation. Plusieurs dizaines, peut-être plusieurs centaines, d'élèves de moins de 16 ans ne sont pas scolarisés. Des centaines de classes n'ont pu suivre tous leurs cours, faute d'enseignants titulaires et de remplaçants disponibles. Vous avez, le 13 octobre, martelé votre attachement à l'enseignement des langues vivantes. Savez-vous qu'en Espagnol, en Anglais, pour ne citer que ces disciplines, le Rectorat de Créteil n'est même plus en mesure de recruter des contractuels ? Savez-vous combien les services administratifs des collèges, des lycées, des inspections d'académie, et même du Rectorat, manquent de personnels ?

Le plus grave, c'est qu'à nos yeux, la multiplication des expérimentations n'a pas seulement pour effet d'occuper le terrain médiatique et de voiler la réalité. Aucune de ces mesures (« prime d'assiduité », « Equipe Mobile de Sécurité », « Lycée d'excellence » de Sourdun, « Responsable des études », Médiateurs de vie scolaire...), ne répond aux difficultés des élèves et des personnels, qui s'aggravent avec la crise économique. La suppression de la carte scolaire renforce encore les inégalités et les « délits d'initiés » que vous même dénoncez. Cet amoncellement d'expérimentations marque en revanche un véritable mépris des personnels et de leurs compétences. Reposant pour la plupart d'entre elles sur des personnels précaires et non formés, elles participent au démantèlement du Service Public d'éducation. Elles tournent le dos aux valeurs qu'ici, nous tous accordons à l'Ecole. Elles font, Monsieur le Président, des élèves et des personnels de cette académie des véritables cobayes... Nous ne sommes pas des cobayes, Monsieur le Président, et le Service Public d'Education mérite à Créteil comme ailleurs, une autre attention de l'Etat.

Premiers signataires

SNES-FSU Créteil

SNUEP-FSU Créteil

SNEP-FSU Créteil

SNASUB-FSU Créteil

SNUPDEN-FSU Créteil

SNICS-FSU Créteil

SNUIPP-FSU Seine-Saint-Denis

SNUIPP-FSU Seine-et-Marne

SNUIPP-FSU Val-de-Marne

SNUAS FP-FSU

FSU Seine-et-Marne

FSU Seine-Saint-Denis

FSU Val-de-Marne

UNL Créteil

FCPE 77

FPCE 93

FCPE 94

...